

Chers amis du CEDIB:

Il est de notoriété publique que le CEDIB, Centre de documentation et d'information Bolivie s'ap-prête à célébrer ses 50 ans. Il est né en pleine dictature militaire avec pour objectif de documenter et sauvegarder la mémoire historique reflétée dans la presse nationale, en créant pour cela des archives uniques en leur genre.

Personne n'ignore qu'au cours des dernières années, la politique agressive du gouvernement concernant l'exploitation des ressources naturelles est de plus en plus incompatible avec les garan-ties et les mécanismes prévus dans l'ordre démocratique pour un environnement respectueux des droits de l'homme en général et de ceux liés à l'environnement en particulier.

Dans ce contexte, les organisations de la société civile comme la nôtre, qui remettons en cause l'expansion des concessions pétrolières et minières dans les zones protégées et les territoires indi-gènes, sont la cible d'attaques systématiques, désignées à la vindicte publique, harcelées sur le plan fiscal, économique et administratif, menacées de multiples façons.

Pour ce qui est de notre organisation, elle a dû lutter au cours de ces dernières années pour pour-suivre son travail, en dépit d'actions incessantes visant à entravernotre existence économique et juridique. Nous détaillons ci-dessous les plus importantes, tout en soulignant au préalable notre préoccupation face à leur agressivité croissante.

- Harcèlement administratif de la part de différentes instances
- Dénigrement et menaces publiques de la part de hautes autorités du pouvoir exécutif.
- Insécurité juridique, du fait que le processus de renouvellement de notre statut juridique est en instance depuis trois ans.

Nous informons l'opinion publique que malgré le harcèlement administratif abusif, et l'énorme ef-fort qu'impliquait la vérification de documents et dossiers de plus de vingt ans, nous avons dans tous les cas été en mesure de prouver que nous avons rempli toutes nos obligations. Nous pensons que voyant que cette voie ne menait à rien, ils ont cherché de nouveaux motifs pour nous attaquer. Au début de cette année, M. Juan Ríos, allié notoire du gouvernement, a profité de sa position de recteur de l'UMSS pour nous expulser contre notre gré du siège qui abritait le patri-moine de notre fonds documentaire.

Bien que le coup ait été dur, la volonté de l'équipe, ainsi que la solidarité nationale et internationale nous ont permis de continuer à fonctionner et de reprendre nos activités dans la normalité. Alors que l'année se termine, nous sommes informés d'une mesure d'annotation préventive de nos biens et de gel de nos comptes bancaires.

Ces mesures affectent principalement les droits du travail des travailleurs et travailleuses du CEDIB. La plupart des fonds immobilisés (environ 83%) correspondent aux salaires et aux avantages so-ciaux de l'équipe de travail, pour la plupart des femmes chefs de famille.

Cette mesure est abusive car il n'était pas nécessaire d'aller aussi loin puisque le montant exigé dépasse la valeur des biens immobilisés (puisque la valeur des biens immobilisés dépasse le montant exigé) et devenir la cible d'amendes si nous cessons de remplir nos obligations nous met dans une situation de vulnérabilité.

Pour conclure, nous sommes sûrs que ces attaques s'inscrivent dans un contexte de harcèlement croissant des défenseurs des Droits de l'homme et de la nature en Bolivie, qui vont depuis des ac-tions violentes dans les territoires indigènes, la division et à la prise de

contrôle d'organisations indigènes jusqu'à l'adoption d'une loi qui restreint la liberté d'association civile pour les organisations qui ne sont pas alignées sur les politiques gouvernementales.

À tous les amis, amis et défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement, nous vous demandons votre soutien en cette période difficile. Nous exigeons l'arrêt du harcèlement contre le CEDIB, des garanties d'un procès équitable qui respecte notre droit à la défense, ainsi que le déblocage immédiat de nos comptes pour éviter d'affecter les droits du travail et les moyens de subsistance des travailleurs et travailleuses du CEDIB.

Nous proclamons notre volonté de continuer à travailler et à nous battre pour notre droit à l'existence, à la recherche et au débat, qui constitue ce que nous pouvons apporter de meilleur à notre pays. Nous ne sommes purement et simplement pas disposés à accepter de vivre dans un pays où la recherche, la libre pensée et la défense des droits humains seraient un délit. Nous continuerons à avancer avec tous ceux qui défendent leurs territoires et leurs modes de vie.

Cochabamba - Bolivia, 8 décembre 2017